



European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

March 2021 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Chaque année, nous célébrons au mois de mars la Journée internationale des femmes, mais cette année encore, le 8 mars est un triste rappel de tout le travail qu'il reste à accomplir afin

que les femmes puissent participer pleinement à la société.

Les femmes sont sous-représentées dans les organes décisionnels politiques et économiques, enregistrent des taux d'emploi plus faibles et perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes.

En outre, la pandémie actuelle et la crise économique mondiale ont clairement démontré que les femmes, ainsi que les jeunes, constituent les groupes qui paient le plus lourd tribut, et que bon nombre des acquis durement obtenus au cours des dernières décennies risquent d'être réduits à néant.

Enfin, les femmes supportent la charge des tâches domestiques et familiales non rémunérées, et la cohabitation forcée en ces temps de confinement conduit souvent à une augmentation des cas de violence à caractère sexiste.

C'est pour cette raison que les inégalités et les discriminations qui subsistent doivent être endiguées de manière urgente et décisive.

Nous ne pouvons plus perdre de temps et nous devons veiller à ce que la dimension hommes-femmes soit intégrée dans toutes les politiques au moyen de mesures spécifiques.

La Commission européenne, présidée pour la première fois par une femme, Ursula von der Leyen, a promis de s'occuper immédiatement de la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, et d'adopter des mesures visant à combler le fossé qui subsiste entre eux sur le marché du travail, ainsi qu'en matière de salaires et de traitements, de postes de haut niveau dans les entreprises et de représentation politique.

Dès lors, la proposition de directive sur la transparence des rémunérations, publiée le 4 mars, marque une étape importante sur la voie du progrès.

Toutefois, un changement culturel d'envergure est avant tout nécessaire pour briser les stéréotypes de genre et atteindre une pleine égalité.

Le CESE est engagé dans cette lutte et contribuera à améliorer la situation grâce à ses avis visant à influencer tant les institutions européennes que les organisations qu'il représente.

C'est un combat que nous devons mener tous ensemble, hommes et femmes, afin de rendre la société véritablement égalitaire et de léguer un monde meilleur à nos enfants.

Giulia Barbucci

Vice-présidente du CESE chargée du budget

À VOS AGENDAS

30 mars 2021, Bruxelles (à distance)

[Situation des personnes handicapées dans le cadre du déploiement de la vaccination contre la COVID-19](#)

15 avril 2021 (à distance)



«UNE QUESTION À ...»

Dans notre rubrique «Une question à ...», nous demandons à des membres du CESE de répondre à une question d'actualité qui nous paraît particulièrement pertinente.

POUR L'ÉDITION DE MARS,
NOUS AVONS DEMANDÉ À

BAIBA MILTOVIČA,

PRÉSIDENTE DE LA SECTION «TRANSPORTS, ÉNERGIE, INFRASTRUCTURES ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION» DE FAIRE CONNAÎTRE AUX LECTEURS DU CESE INFO SON POINT DE VUE SUR LE RÔLE DU TRANSPORT FERROVIAIRE AU REGARD DES OBJECTIFS DU PACTE VERT POUR L'EUROPE, EN PARTICULIER EN 2021, DÉSIGNÉE ANNÉE EUROPÉENNE DU RAIL.
(EHP)



MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME FERROVIAIRE PLUS RÉSILIENT ET PLUS EFFICACE

Question de CESE info: «Cette année a été désignée l'Année européenne du rail. Le principal objectif de ce projet est de contribuer à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe dans le domaine des transports, en se concentrant plus particulièrement sur le rôle du transport ferroviaire. Dans cette optique, que pensez-vous d'une approche dynamique visant à promouvoir l'utilisation du transport ferroviaire?»

Baiba Miltoviča, présidente de la section TEN

L'Union européenne a désigné cette année comme l'Année européenne du rail afin d'encourager les citoyens à recourir davantage aux services ferroviaires dans leur vie quotidienne. Les principales raisons qui empêchent la population d'utiliser ces services quotidiennement diffèrent d'un pays européen à l'autre: le prix peu compétitif des billets, le manque de confort et de correspondances, ainsi que les longs temps de trajet.

En dépit de l'espoir de voir les transports ferroviaires jouer un rôle central dans la relance verte, et de la désignation de 2021 comme l'Année européenne du rail, les décideurs politiques de l'Union n'ont apporté que de légères améliorations au cours des dernières années, et n'ont pas accordé aux consommateurs des droits solides et opposables, applicables à tous les types de services ferroviaires dans l'Europe. Il nous reste donc beaucoup de travail à accomplir.

Par exemple, selon le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC): *lorsque des passagers achèteront un titre de transport combiné vendu par une entreprise ferroviaire ou ses filiales à 100 %, ils bénéficieront des droits des passagers tout au long du voyage. Il s'agit là d'une avancée, car, actuellement, les exploitants ferroviaires ont tendance à ne vendre des billets que pour des segments de voyage, ce qui leur permet de contourner les obligations relatives à l'indemnisation, au réacheminement et à l'assistance, au détriment des passagers. Toutefois, bien qu'il s'agisse d'un progrès, son champ d'application sera limité, car les entreprises ferroviaires bénéficieront d'échappatoires leur permettant de s'exempter de l'obligation de fournir des billets directs. Les nouvelles règles prévoient que les entreprises liées doivent être intégralement détenues par la société mère pour être soumises à cette obligation. De fait, cette dernière ne s'applique pas à de nombreux billets de correspondances (par exemple, un voyage combiné Lyon>Paris - Paris>Bruxelles, chaque trajet étant assuré respectivement par la SNCF et Thalys, ne sera pas couvert).*

Actuellement, deux tiers des services ferroviaires dans l'Union, principalement les services suburbains et régionaux, sont exemptés, à l'échelle nationale, par les États membres, de l'application de la législation de l'Union relative aux droits des passagers. Ces exemptions sont inacceptables et constituent un véritable obstacle au renforcement de l'attrait des voyages en train.

La crise de la COVID-19 a montré que le rail peut assurer le transport rapide de biens essentiels tels que la nourriture, les médicaments et le carburant dans des circonstances exceptionnelles. Le secteur ferroviaire a lui-même été durement frappé par la crise à cause de la diminution du nombre de passagers en raison des limitations des déplacements. Les enseignements tirés de la crise de la COVID-19 doivent être mis à profit pour mettre en place un système ferroviaire plus résilient et plus efficace. La planification de la résilience doit se faire en étroite concertation avec les partenaires sociaux et les organisations de la société civile.

L'Année européenne du rail 2021 offre une excellente occasion de faire le point sur l'évolution de la situation à ce jour et de fixer des objectifs pour l'avenir. À cet égard, la section TEN du CESE travaille, à la demande de la présidence portugaise, à l'élaboration d'un avis exploratoire intitulé «L'espace ferroviaire unique européen» et prévoit une conférence au CESE à l'automne 2021.

NEW PUBLICATIONS



L'invité surprise

Chaque mois, nous vous invitons à découvrir notre invité surprise. Il s'agit d'une personnalité bien connue qui nous donne son point de vue sur l'actualité: une bouffée d'air frais pour élargir nos horizons, nous inspirer et nous rendre attentifs au monde d'aujourd'hui. Pour notre édition de mars, nous avons le plaisir d'accueillir Herman Van Rompuy, le premier président du Conseil européen, qui nous offre une perspective sur les défis actuels de l'Europe.

Herman Van Rompuy, qui est actuellement président du European Policy Centre, est un homme politique belge et européen qui a également occupé les fonctions de premier ministre en Belgique (2008-2009). En sa qualité de président du Conseil européen (2009-2014), il a joué un rôle clé dans la réponse de l'Union à la crise financière et dans le renforcement du cadre de gouvernance économique européenne.

As president of the European Council, Herman Van Rompuy helped steer the European Union through a period of great challenges: the sovereign debt crisis; threats to the survival of the single currency; international crises; and major debates on the way forward for European integration.

He chaired 28 European Council meetings, 5 informal meetings, and 11 Euro summits, striking a balance between his role as mediator and the need to provide impetus for the necessary reforms. He played an important role in the launch of financial assistance programmes (eight countries) and mechanisms (European Financial Stability Facility and European Financial Stabilisation Mechanism in 2010, European Stability Mechanism in 2012), of the banking union (Single Supervisory Mechanism and Single Resolution Mechanism, both active since 2014), of the economic governance framework (European Semester, Six-pack, Treaty on Stability, Coordination and Governance, Two-pack), and of the Union's 10-year economic strategy (Europe 2020).

He is the author of nine books, and in one of them, *Europe in the storm: promise and prejudice* (2014), he recounts his EU experience. He is also the recipient of numerous honours and awards, including the Charlemagne Prize (2014). He is the author of a large number of haiku and, thanks to his kindness, readers of EESC Info will have the opportunity to get to know some of them. (ehp)



Herman Van Rompuy déclare: «L'heure n'est pas aux prophètes de malheur»

Depuis 2008, nous avons enchaîné les crises, un phénomène connu sous le nom de «crise multiple». Bon nombre de personnes se demandent tout bonnement ce qui les attend encore, ce qui montre à quel point la peur et l'incertitude ont gagné du terrain. Il est vrai que la plupart des crises sont importées. Mais tout de même. L'Union a surmonté tous ces dangereux obstacles qui menaçaient parfois son existence. Nous sommes bons dans ce domaine, mais dans le même temps, nous avons aussi des défis positifs à relever. Sommes-nous tout aussi bons pour relever ces défis?

Lorsque je vois la manière dont l'Union utilise le Fonds européen pour la relance destiné à lutter contre l'incidence sociale et économique de la pandémie pour accélérer les transitions environnementale et numérique, j'ai de l'espoir! Nous associons la gestion de crise à une vision à long terme, et il s'agit là de la chose la plus difficile à réaliser dans le monde politique actuel, qui ne jure que par la vision et l'action à court terme.

L'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 n'est pas seulement vital, au sens propre, pour notre survie, il doit également nous aider à maintenir la compétitivité de notre économie. Nous ne devons pas répéter les erreurs commises avec la révolution numérique. Nous avons presque raté le coche.

A real climate policy will also help us achieve another central objective: the strategic autonomy of the Union or some form of European sovereignty. A climate policy will enable us to reduce and avoid fossil fuel imports like Russian gas. The Green Deal will help with climate and economic issues and will make the EU more autonomous. None of these aspects stands alone: they are all dependent on the others.

I'll go one step further. If the Union wants to play a geopolitical role, it has to be competitive, because the economy determines the balance of power in the world. That is why the environmental and digital transition is so important. That is why we must continue to speak with one voice on trade - as we did with Brexit, with the series of Free Trade Agreements that we have concluded such as the one with Japan, and with China on investment. Even during the Trump era, the Commission president was able to avoid a trade war because we were united. But geopolitically we can only be really relevant if we become much less dependent on other global actors in many areas: digital technology, energy, migration, financial services (and this includes being less dependent on the City and the US dollar), food, public health, etc. We can only do this if we join forces at industrial level. Size matters. Scale matters. We are making progress in all these areas but sometimes that progress is too slow. We need to think more strategically, less naively and more European.

I hope that the Conference on the Future of Europe will also focus on our internal challenges. We live in a new world technologically, demographically, economically, environmentally and geopolitically. All these developments are happening faster than we thought or feared. Yes, everything has become urgent.

Within the Union, we must take care to remain or regain social and political stability. The pandemic has created new inequalities and exacerbated old ones. Labour markets are increasingly split between people who are less and more educated and so some groups risk feeling abandoned especially now that the digital revolution seems to have begun. The Recovery Fund and joint purchasing of vaccines show that European

solidarity exists. At national level too, there is much work to be done to improve social cohesion. The pandemic caused a spectacular increase in the number of poor people, just as extreme poverty increased again worldwide after decades of decline. Social cohesion is rightly so dear to the European Economic and Social Committee. Politically, actions in a number of countries have undermined the rule of law and the freedom of speech and of the media and thus of elections themselves. This has triggered a reaction.

We are certainly not short of challenges so we must make sure we are ready, willing and able to face them together. This is no time for doomsayers but for people, governments and organisations of hope.

Herman van Rompuy, President of the European Policy Centre



[The old poet speaks softly](#)

We are pleased to present to you a series of haikus, grouped under the title “The old poet speaks softly”, originally written in French language, offered to us by their author, Herman van Rompuy.

The old poet speaks softly

The sunlight in the puddle
The tree reflected in it
A double life

A leaf the size of a hand
In the hand of a child
Life holds death

The sea is silent
The old poet speaks softly
Even the camellias listen

Herman van Rompuy



[Le vieux poète parle doucement](#)

Nous avons le plaisir de vous présenter une série de haïkus, sous le titre commun "Le vieux poète parle doucement", que nous a offerts leur auteur, Herman van Rompuy.

Le vieux poète parle doucement

La lumière du soleil dans la flaque

L'arbre qui s'y reflète

Une double vie

Une feuille de la taille d'une main

Dans la main d'un enfant

La vie tient la mort

La mer se tait

Le vieux poète parle doucement

Même les camélias écoutent

Herman van Rompuy

NOUVELLES DU CESE



[Conférence sur l'avenir de l'Europe: le CESE s'engage à contribuer activement au succès de la conférence](#)

Déclaration de Christa Schweng, présidente du CESE

Je salue la signature de la déclaration commune entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil, qui jette les bases de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Invité en tant qu'observateur, le Comité économique et social européen se réjouit de contribuer activement au débat.

Je suis heureuse d'annoncer que le rôle important et la participation de la société civile organisée dans le cadre de la conférence ont été confirmés. Le CESE se réjouit de préparer une contribution substantielle et

précieuse, en travaillant en étroite coopération avec les centaines d'organisations que nos membres représentent. Nous sommes prêts à apporter notre expertise ascendante afin d'enrichir les travaux visant à la construction d'un nouveau récit convaincant pour l'Union européenne.

La conférence sur l'avenir de l'Europe est une occasion unique pour les sociétés de l'Union. Les entreprises, les travailleurs, les agriculteurs, les consommateurs et les organisations non gouvernementales sont enfin en mesure de s'engager de manière structurée et ont leur mot à dire dans l'élaboration des futures politiques de l'Union. Il est de toute urgence nécessaire de leur donner le sentiment qu'ils sont parties prenantes de *leur* Union européenne. L'objectif de façonner l'avenir d'une Union européenne sortant encore plus forte de la crise de la COVID-19 ne peut être atteint que par une coopération active avec les citoyens et autres parties prenantes issus d'horizons divers.

La pandémie a rendu le débat sur l'avenir de l'Europe et les défis qu'elle doit affronter plus important et opportun que jamais. Nous devons tirer les leçons de cette crise et réfléchir davantage à la manière de renforcer la résilience de nos sociétés et de nos économies. D'autres thèmes principaux pourraient notamment porter sur une vision d'une Europe post-COVID-19 résiliente, qui prospère sur le plan économique et qui soit ouverte à tous sur le plan social, économiquement durable et capable de faire face au dilemme entre la souveraineté nationale et la nécessité de trouver des solutions européennes communes.



Pas seulement vert ou numérique: l'avenir de l'Europe doit aussi être plus démocratique

La reconstruction d'après la pandémie doit être l'occasion de réédifier l'Europe sur une nouvelle base de participation démocratique. Ce serait une énorme erreur si le sort et l'avenir d'un si grand nombre devaient être décidés par si peu de personnes, comme on a pu l'entendre pendant les Journées de la société civile 2021 du CESE.

Les [Journées de la société civile du CESE](#), sur le thème «Une reprise durable pour l'avenir des citoyens européens», se sont tenues du 1^{er} au 5 mars, cinq jours de débats interactifs en ligne auxquels ont participé plus de 1 400 personnes, avec des spectateurs connectés depuis des régions aussi lointaines que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Nord et du Sud.

Les intervenants ont quand même dégagé un aspect positif de la pandémie, car même si elle a imposé le report de la conférence sur l'avenir de l'Europe, elle a par ailleurs mis en lumière le rôle des organisations de la société civile en tant qu'alliées de taille des gouvernements qui luttent pour faire face à une crise profonde. Selon eux, ne s'agit-il pas là de la meilleure preuve que la société civile mérite un siège à la table qui décidera de l'avenir de l'Europe?

«Je me réjouis que la Commission attache une telle importance à la participation des citoyens à la conférence sur l'avenir de l'Europe», a déclaré **Christa Schweng**, présidente du CESE. «Vous pouvez compter sur le Comité pour apporter une contribution substantielle aux débats en associant les travailleurs,

les employeurs et la société civile organisée, et en tant que multiplicateurs et ambassadeurs qui suscitent le débat dans les organisations de nos membres».

Reflétant le rôle moteur joué par les organisations de jeunes dans les ateliers, **Brikena Xhomaqi**, coprésidente du [groupe de liaison](#) qui a coorganisé la manifestation, a clôturé les travaux en déclarant: «J'invite chacun à faire de la solidarité intergénérationnelle notre cheval de bataille pour une relance durable pour l'avenir de l'Europe.»

Les conclusions des huit ateliers ont tracé la voie d'un meilleur avenir pour les citoyens européens et soulignent, entre autres, la nécessité:

- de **renforcer les organisations intermédiaires** (organisations de la société civile, partis, syndicats, etc.), de **stimuler l'éducation civique et numérique** et de **créer des assemblées décisionnelles de citoyens**;
- de sensibiliser à **l'économie sociale en tant que modèle économique viable** pour une reprise durable qui voie plus loin que le profit et qui contribue à lutter contre les inégalités et le changement climatique, avec **des fonds spécifiques prévus dans le plan de relance et Next Generation EU**;
- **d'investir dans la culture et l'éducation** pour bâtir un avenir plus résilient et plus durable pour l'Europe. Il ne suffit pas d'investir dans les infrastructures matérielles: ce sont les individus qu'il faut placer au cœur de la relance;
- de dépolitiser et de mieux étudier la possibilité de mettre en place des **systèmes universels de revenu de base et de garantie de l'emploi** en tant que solution viable au bénéfice des personnes et de la planète;
- de **donner aux jeunes la possibilité de participer de manière utile** et de poursuivre ces efforts dans toute l'Europe, et de faire entendre leur voix non seulement sur des questions spécifiques à la jeunesse, mais aussi en ce qui concerne toute une gamme de domaines d'action différents;
- de veiller à ce que **le pacte vert pour l'Europe contribue plus efficacement à éradiquer la pauvreté, l'injustice et les inégalités entre les hommes et les femmes**;
- d'accélérer la **rénovation des bâtiments** en Europe en sensibilisant aux défis et aux possibilités qu'elle présente et en mobilisant des groupes de la société civile, tels que des représentants des propriétaires de bâtiments et des architectes, afin d'atteindre les objectifs de la vague de rénovations en Europe;
- d'**associer étroitement les organisations de la société civile à la mise en œuvre des plans nationaux de relance**, en inversant la tendance établie lors de la phase préparatoire où leur participation était limitée. La valeur du **volontariat** doit être comprise par les décideurs politiques non seulement en termes de rendement des heures investies, mais aussi comme une expression des valeurs européennes et un exemple pour les autres de changement en faveur de la société européenne que nous voulons, fondée sur la solidarité, l'inclusion et les principes démocratiques.

Les conclusions complètes des Journées de la société civile seront publiées d'ici peu sur le site internet du CESE. (dm)



Le nouveau pacte sur la migration et l'asile manque de solidarité et n'allège pas le lourd fardeau qui pèse sur les États de première entrée

Le Comité économique et social européen (CESE) accueille favorablement le nouveau pacte sur la migration et l'asile, mais affirme que les propositions qu'il contient seront difficiles à mettre en œuvre et ne peuvent pas être qualifiées d'avancées majeure vers la création d'une stratégie commune de l'UE résiliente et tournée vers l'avenir en matière de migration et d'asile. Dans deux de ses avis, dans lesquels le CESE étudie plusieurs propositions de réglementation relative à la gestion de l'asile et aux procédures d'asile, le Comité déclare que le nouveau pacte pourrait ne pas être en mesure de garantir un traitement juste et efficace des demandes d'asile.

Au contraire, la charge de responsabilité et les désagréments pour les pays de première entrée ne feront qu'augmenter puisque le mécanisme de solidarité proposé, censé réguler le contrôle des flux migratoires aux frontières, repose sur un système de solidarité hypothétique et volontaire.

Cela signifie que le nouveau mécanisme permet aux États membres de choisir s'ils souhaitent participer à la relocalisation ou au parrainage en matière de retour des personnes en situation irrégulière. Cependant, il n'est pas fait mention des incitations pour les États membres à participer à ce mécanisme, ni de critères clairs quant au degré de contribution de chaque pays.

Associé aux nouvelles propositions de filtrage préalable et de contrôle aux frontières prévues dans le pacte, qui donneront probablement lieu à des procédures longues et complexes aux frontières extérieures de l'UE, le mécanisme pourrait amener les États de première entrée à devenir de grandes plates-formes où les demandeurs d'asile seront détenus ou en attente de renvoi. Cette situation augmenterait le risque de violation des droits de l'homme, mais également la pression exercée sur les communautés locales.

«Nous constatons avec satisfaction que les règlements proposés dans le pacte invoquent les principes de solidarité et de partage équitable des responsabilités, mais les obligations en matière de solidarité pesant sur les États de première entrée sont disproportionnées», déclare **M. Dimitriadis**, rapporteur de l'[avis sur la gestion de l'asile](#).

M. Gkofas, rapporteur de l'[avis sur les procédures d'asile](#), craint pour sa part que les règlements proposés ne fassent en définitive peser une charge considérable sur les États membres du Sud de l'Europe, qui «seront en fait contraints de rejeter nombre de demandes d'asile, même lorsqu'elles réuniront les conditions requises pour une issue favorable, afin d'éviter d'augmenter le nombre de personnes rassemblées dans des conditions inhumaines».

Et de conclure: «Ces règlements seront inévitablement inapplicables et n'atteindront pas l'objectif escompté.» (II)



La société civile est prête à aider l'Union européenne à relever les défis posés par la finance numérique

Il apparaît urgent d'encadrer la finance numérique, et la Commission européenne s'y emploie actuellement avec juste raison. C'est là un des principaux messages adressés par le CESE dans trois avis qu'il a adoptés lors de sa session plénière de février, en apportant son soutien aux récentes propositions formulées par la Commission pour réglementer le secteur de la finance numérique.

Dans son avis élaboré par **M. Petru Sorin Dandea** et **M. Jörg Freiherr Frank von Fürstenwerth**, le Comité souscrit à la proposition de la Commission relative à une stratégie en matière de finance numérique, et souligne qu'une réponse doit être apportée sans tergiverser aux défis considérables qui se posent dans le secteur financier de l'Union en raison de la numérisation. La numérisation ouvre de vastes possibilités, mais présente également des risques non négligeables, ce pourquoi des mesures doivent être prises rapidement.

On the same wavelength is the opinion written by **Giuseppe Guerini**, where the EESC backs the Commission's two initiatives on markets in crypto-assets and on a pilot regime for market infrastructure based on distributed ledger technology (DLT). In this area, measures are urgently needed to regulate a technology that is becoming increasingly widespread, whose practical application is growing and which is constantly and rapidly changing.

Finally, in the opinion drawn up by **Antonio García del Riego**, the Committee supports the Commission's proposal on the Digital Operational Resilience (DORA), as it aims to bring legal clarity to the Information Communication Technologies (ICT) risk provisions, reduce regulatory complexity, establish a common set of standards to mitigate ICT risks and facilitate a harmonised supervisory approach. It also seeks to provide legal certainty and the necessary safeguards for financial firms and ICT providers. (mp)



Il est essentiel d'associer la société civile organisée à la relance de l'Union européenne

Les plans nationaux pour la reprise et la résilience seront d'autant plus efficaces et opérants que l'on y associera rapidement, et dans une large mesure, les organisations de la société civile. C'est là un des principaux messages adressés par le CESE dans la [résolution intitulée «Participation de la société civile organisée aux plans nationaux pour la reprise et la résilience - Ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas»](#) qu'il a adoptée lors de sa session plénière de février, et qui a été présentée dans le cadre d'un débat réunissant **M^{me} Christa Schweng**, la présidente du CESE, et **M. Johannes Hahn**, commissaire européen chargé du budget et de l'administration.

M^{me} Schweng a commenté les résultats de ces travaux en ces termes: «Cette résolution, qui analyse un large éventail d'enjeux économiques et sociaux, nous permet d'adresser un signal fort pour signifier que la participation de la société civile organisée revêt un caractère essentiel. Les plans de relance doivent produire des résultats afin d'apporter un réel soutien à la reprise au lendemain de la crise

actuelle, ainsi qu'à une transition écologique et numérique qui soit juste et équitable. Dans un deuxième temps, une fois que les fonds seront opérationnels, les membres du CESE seront idéalement placés pour évaluer si les moyens alloués sont correctement dépensés, de manière efficace, et s'ils sont dûment dirigés vers les entreprises, les travailleurs et les organisations de la société civile qui en ont besoin.»

For his part, **Mr Hahn** said that rules were in place and that the Commission would keep calling for stakeholder involvement in these reform processes: "The Recovery and Resilience Facility (RRF) regulation encourages broad consultations, strong interactions and communication with local and regional authorities at all stages of implementation. This will generate real ownership of the plans, facilitating their successful implementation. More specifically, Member States need to tell us how your input as civil society representatives is reflected in the plans."

The Resolution was drafted by EESC members **Gonçalo Lobo Xavier** (Employers' Group), **Javier Doz Orrit** (Workers' Group) and **Luca Jahier** (Diversity Europe Group). They coordinated the work of 27 delegations, each with three members, which are monitoring the involvement of organised civil society in the drafting, implementation and assessment of the NRRPs. (mp, na)



[Le CESE plaide pour une fiscalité plus simple et équitable dans l'UE comme au-delà de ses frontières](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) exprime un soutien d'ensemble aux propositions législatives de la Commission pour une fiscalité plus efficace et équitable.

Dans un avis adopté le 24 février par son assemblée plénière, le CESE appuie pleinement le [train de mesures de la Commission européenne en faveur d'une fiscalité équitable et simplifiée](#). Le rapporteur de l'avis, **Krister Andersson**, affirme qu'il y a lieu de coordonner ces propositions avec les discussions qui sont menées à l'échelle mondiale, au sein de l'OCDE, au titre du cadre inclusif visant à lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). «Il s'agit là», a-t-il expliqué, «d'une démarche essentielle si l'on veut obtenir un consensus applicable au monde entier, en évitant les mesures unilatérales».

The EESC shares the view that achieving fair and efficient taxation is even more important in the aftermath of the COVID-19 crisis. In [its opinion](#), the consultative body delivers its vision on key topics such as good tax governance in the EU, combatting tax fraud and evasion, tax reporting requirements, VAT treatment of financial services, and tax and employment rules for digital platforms. Among other proposals, the EESC puts forward a **European pact to effectively combat tax fraud, evasion and avoidance and money laundering**. (na)



La stratégie économique de l'UE pour 2021 devrait accorder une plus grande attention aux questions sociales, déclare le CESE

Le Comité économique et social européen (CESE) a adopté sa position sur les priorités économiques de l'UE pour 2021. Il salue les mesures prises dans le cadre de la stratégie visant à relever les défis de la pandémie de COVID-19 dans le contexte du pacte vert pour l'Europe, mais regrette que la stratégie proposée par la Commission européenne accorde trop peu d'attention aux questions sociales. Il met également en garde contre la possibilité que la suppression progressive des mesures de soutien n'intervienne trop tôt et préconise la mise en place de nouvelles règles budgétaires qui refléteront les réalités sociales et économiques d'après la pandémie.

Le CESE regrette que la stratégie économique proposée par la Commission, complétée cette année également par des orientations sur la mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience, accorde peu d'attention aux questions sociales. D'une part, cette approche ne conduira pas à la mise en œuvre cohérente et attendue depuis longtemps du **socle européen des droits sociaux**. D'autre part, elle mettra en péril la transition juste vers une économie verte et numérique. Le CESE fait remarquer que cette transition ne saurait en effet avoir pour conséquence d'accroître davantage la pauvreté et l'exclusion sociale.

This concern is reflected in one of the conclusions adopted by the EESC on 24 February in its opinion on [The Annual Sustainable Growth Strategy 2021](#).

Krzysztof Balon, rapporteur for the opinion, said: "It will be crucial to ensure balanced distribution of the benefits of economic recovery, which will contribute not only to improving social justice, but also to stabilising demand as a precondition for economic recovery". (na)



La stratégie de l'Union européenne en matière de rénovation est une nécessité absolue

La stratégie européenne «Une vague de rénovations pour l'Europe» est une nécessité absolue qui apparaît indispensable pour l'Union européenne et ses citoyens. Dans un avis élaboré par Pierre Jean Coulon et Laurențiu Plosceanu adopté lors de la session plénière de février, le CESE soutient la proposition de la Commission européenne en matière de rénovation des bâtiments en vue de «verdir nos bâtiments, créer des emplois, améliorer la qualité de vie».

Sachant que 40 % de la consommation énergétique totale de l'Union européenne est imputable aux logements et autres bâtiments, la vague de rénovations impulsée par l'Union européenne est une nécessité impérieuse. Cette stratégie s'insère dans une démarche globale d'investissement public de long terme, de développement durable, de protection de la santé (notamment le traitement de l'amiante lors des travaux de rénovation), de transition verte et de mise en œuvre effective du socle européen des droits sociaux en matière de logement durable et abordable.

Commenting during the debate, **Mr Coulon** said: "The renovation wave strategy is a "win-win-win" for the European Union – a threefold victory for the climate, for economic recovery through the local jobs created, and finally for the fight against the pandemic and energy poverty, promoting sustainable housing for all, including vulnerable people."

Echoing his words, **Mr Plosceanu** concluded by saying that "this strategy needs to bring the European Union closer to its citizens and the places where they live, and the Committee will support it and actively feed into it with its reflections and proposals. This begins with an appropriate communication campaign on the renovation schemes in force and how to access them." (mp)



[Le CESE s'engage à apporter une contribution substantielle aux nouvelles initiatives de la Commission.](#)

Déclaration relative au plan d'action du socle européen des droits sociaux, à l'initiative sur la transparence des rémunérations et à la stratégie sur les droits des personnes

handicapées 2021-2030

Nous nous réjouissons à la perspective de travailler sur ces trois grandes initiatives de la Commission européenne: sa communication sur le plan d'action du socle européen des droits sociaux, sa proposition de directive visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes pour un même travail ou un travail de même valeur par la transparence des rémunérations et les mécanismes d'exécution, et enfin sa stratégie relative aux droits des personnes handicapées 2021-2030.

Europe stands for the most equal societies in the world, the highest standards in working conditions and broad social protection. A strong Social Europe is the foundation of our citizens' prosperity and wellbeing as well as of a competitive, resilient, green and digital economy based on a skilled innovative workforce.

The European Economic and Social Committee is fully committed to supporting the EU institutions and Member States at a time when everybody – decision-makers and all relevant stakeholders – needs to unite their efforts so that Europe can recover from the pandemic and become stronger and more resilient in the future, while making the most of the green and digital transitions and leaving no one behind.

The European Economic and Social Committee will work to **deliver a substantial contribution on the new Commission initiatives**, reflecting the **common position of its members**, who come from employers', workers' and other civil society organisations in all the 27 EU Member States. The EESC will prepare a resolution, to be adopted at its April plenary session, contributing to the Porto Social Summit that will take place in May 2021. The Committee will also draft **opinions on the proposal for a Directive on Pay Transparency** and **on the Strategy for the Rights of Persons with Disabilities**.

Christa Schweng, president of the European Economic and Social Committee (EESC) and **Laurențiu Plosceanu**, president of the Section for Employment, Social Affairs and Citizenship (SOC)

NOUVELLES DES GROUPES



[L'Europe est bien équipée pour satisfaire ses ambitions industrielles](#)

Par le groupe des employeurs du CESE

Réunion du groupe des employeurs du CESE avec le commissaire Breton

The COVID-19 pandemic has highlighted that genuine resilience is dependent on securing a fully functioning Single Market. This was the main message of EU Commissioner for the Internal Market, Thierry Breton, who joined the Employers Group's extraordinary meeting (1 March) to discuss a wide range of topics from the vaccine roll-out to the revised EU Industrial Strategy and Europe's sustainable recovery.

Mr Breton said that COVID-19 has highlighted a number of needs facing our economy, for example that Europe has to strengthen its industrial autonomy. Europe has to form strategic synergies that will enable us to be more industrially sustainable. The revised Industrial Strategy also needs to help businesses to make progress, even in these difficult times. Furthermore, *NextGenerationEU* has unprecedented amounts of funding that can be deployed to build the Industrial Europe of tomorrow. The twin transitions, resilience and a sound value chain are among the most important areas for reconstruction.

In conclusion, the EESC Employers Group and Mr Breton were in broad agreement on the topics discussed and the same business-oriented language was spoken regarding the need to constructively forge the right legislative environment, allowing companies to operate with certainty, flexibility and security. The EESC Employers Group believes that business and enterprises are the vital partner in the process of adapting our societies to the future and should be given the opportunity to play a constructive role.

Read the full article here: <https://europa.eu/!PX67QK>



Journée internationale des femmes: pourquoi est-elle encore nécessaire?

Par Maria Nikolopoulou, membre du groupe des travailleurs du CESE

Est-il logique de nos jours de célébrer le 8 mars comme la Journée internationale des femmes? Voilà plus de 110 ans que Clara Zetkin a proposé l'instauration de la journée internationale du travail de la femme, et plus de 40 ans que les Nations unies ont proclamé la Journée internationale des droits des femmes. Au cours du dernier siècle, les sociétés ont évolué.

Les femmes peuvent voter, avoir leur propre passeport, faire des études, devenir Première ministre, aller sur la lune, ainsi que décider si et quand elles souhaitent se marier ou avoir des enfants. Les femmes et les hommes sont égaux en droit. Alors, quel est l'intérêt? Le fait est que, même si tout semble fonctionner correctement en apparence, il existe toujours des barrières sociales, culturelles et juridiques sous-jacentes qui empêchent les femmes de s'épanouir.

Hélas, certaines personnes ne sont pas capables de voir le potentiel des femmes et leur bloquent l'accès à certains emplois ou postes de haut niveau. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons œuvrer ensemble à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5 des Nations unies relatif à l'égalité des sexes.

Il est frustrant de constater que les femmes assument toujours la majeure partie de la charge des tâches domestiques et familiales alors qu'elles travaillent tout autant que leur partenaire. C'est pour cette raison que nous nous sommes battus pour obtenir une directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants.

Il est absurde que les femmes perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes pour réaliser le même travail. C'est pourquoi nous saluons l'idée d'une directive de l'UE sur la transparence des rémunérations.

Il est contraire à l'éthique que, bien que nous ayons constaté pendant la pandémie de COVID-19 que certaines des tâches les plus essentielles, telles que le nettoyage et les soins aux personnes âgées, étaient accomplies par des femmes, dont bon nombre sont des migrantes sans papiers, celles-ci perçoivent toujours des salaires dérisoires et travaillent parfois dans des conditions inhumaines. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'une directive de l'UE relative à des salaires minimaux adéquats et pourquoi les pays doivent ratifier la convention n° 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les travailleuses et travailleurs domestiques.

Il est inacceptable que certaines femmes soient appelées à «payer» de leur intimité pour obtenir une promotion au travail, ou qu'elles soient victimes d'intimidation tout simplement parce que certaines personnes ont besoin de se défouler. C'est pourquoi il est plus que jamais urgent que les pays ratifient la convention n° 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail.

Il est scandaleux que des femmes soient tuées et violées chaque jour, et que certaines personnes justifient ces actes en affirmant «elle l'a cherché» ou «imaginez ce qu'elle a fait pour le provoquer». Nous devons donc nous battre pour que garçons et filles puissent bénéficier, dès le plus jeune âge, d'une éducation solide en matière d'égalité et de respect, et pour que des systèmes judiciaires agiles et des dispositifs sociaux

soutiennent les femmes victimes de violence domestique.

Il demeure très important que les femmes et hommes féministes prennent position, plaident et fassent pression en faveur de changements stratégiques et culturels afin d'atteindre une égalité des chances effective pour tous. Jusqu'à ce que nous soyons en mesure de célébrer la «Journée internationale de l'égalité entre les femmes et les hommes», continuons de célébrer la Journée internationale des femmes.



Étude du CESE sur la réaction de la société civile face à la COVID-19

Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

Le 12 mars, lors de sa conférence de haut niveau sur le thème «Les organisations de la société civile pendant et après la pandémie de la COVID-19: quels défis et quel avenir?», le groupe «Diversité Europe» a lancé une nouvelle étude intitulée «La réaction des organisations de la société civile face à la pandémie de COVID-19 et aux mesures restrictives adoptées en conséquence en Europe»

Le CESE a commandé cette étude à la demande du groupe «Diversité Europe». Sa contribution est double. Premièrement, l'étude met en lumière l'incidence de la pandémie sur une série d'organisations de la société civile (OSC) et sur leurs activités à travers l'Europe. Deuxièmement, elle analyse et présente les nombreuses initiatives prises par les OSC pour aider les communautés locales et les groupes vulnérables à faire face à la pandémie. Pour recueillir ces données, les auteurs ont appliqué une méthode mixte associant des recherches documentaires et une enquête en ligne approfondie.

L'étude montre que les OSC ont joué et continuent de jouer un rôle de premier plan dans la réaction face à la pandémie de COVID-19, en fournissant des services essentiels et en défendant les droits des catégories les plus vulnérables de la société. Dans le même temps, elle souligne que les OSC font elles-mêmes face à de sérieuses difficultés qui pourraient les empêcher de continuer à assurer leur rôle.

À partir de ces informations, les auteurs mettent en évidence les **thèmes essentiels pour l'avenir des OSC**, tels que le manque de financement durable, de cadres juridiques, et de ressources et de qualifications adéquates. Il sera nécessaire de réfléchir à ces aspects à l'avenir et de prendre des décisions politiques audacieuses afin de garantir le maintien et le renforcement des capacités des OSC dans la phase de relance post-COVID-19.

L'**étude complète** et le résumé sont **disponibles en ligne**. La publication est également assortie d'un «[catalogue de bonnes pratiques](#)», une collection des nombreuses initiatives couronnées de succès mises en œuvre par les OSC en vue de lutter contre la pandémie. Un [communiqué de presse](#) sur la conférence du groupe «Diversité Europe» en la matière est disponible sur le site internet du CESE.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes

À l'occasion de la **Journée internationale des droits des femmes**, le **Comité économique et social européen** organise une exposition entièrement virtuelle intitulée **Artivism for Gender Equality**

(«Artivisme en faveur de l'égalité des sexes»).

L'exposition présente une série de 25 affiches qui mettent en lumière les luttes pour l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits des femmes, et qui illustrent le programme à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable des Nations unies, en particulier l'objectif 5 sur l'égalité des sexes.

L'exposition est **organisée conjointement avec le réseau WECF - Women Engage for a Common Future** («Femmes engagées pour un avenir commun»), organisation à but non lucratif œuvrant à un monde sain et équitable pour les hommes et les femmes.

Ne manquez pas l'occasion de la découvrir [ici](#), accompagnée de la vidéo de son lancement en direct.

Ce rendez-vous culturel est **organisé conjointement avec le COPEC (comité paritaire pour l'égalité des chances)** (ck).



Exposition conjointe de photographies liée à la présidence portugaise du Conseil de l'UE

L'**artiste** portugaise **Ana Carvalho** présente **l'exposition «L'Afrique à Lisbonne»**, qui met l'accent sur la présence et l'importance de la culture africaine à Lisbonne, tandis que l'**artiste africain José Pereira**, résidant

au Cap-Vert, présente **l'exposition «Ubuntu»**, qui promeut la coexistence pacifique, l'acceptation des différences et la solidarité.

Le 2 mars, le **CESE a déclaré ouverte l'exposition conjointe de photos Afrique-UE lors d'une manifestation virtuelle** à laquelle ont participé Cillian Lohan, vice-président chargé de la communication,

Carlos Trindade, président du comité de suivi UE-ACP, et les deux photographes. Le lancement a eu lieu lors de la réunion du comité de suivi UE-ACP, un organe permanent qui fait partie de la section «Relations extérieures» du CESE.

Comme l'a déclaré M. Trindade, «[p]arce que **la culture exprime les valeurs et les affections partagées d'une communauté ayant des intérêts communs**, l'objectif de cette activité culturelle est de souligner **l'importance accordée par le CESE au prochain sommet UE-Afrique**, tout en mettant en lumière les liens profondément enracinés entre les deux continents. C'est également la raison pour laquelle nous avons inscrit le lancement en ligne à l'ordre du jour de la réunion.»

L'exposition conjointe de photographies sera entièrement virtuelle et accessible en ligne du **1^{er} au 31 mars 2021**.

Vous pouvez découvrir l'exposition [ICI](#) et sur les médias sociaux du CESE. À ne pas manquer! (ck)



[Présentations en ligne du CESE – Découvrez-nous en ligne!](#)

Saviez-vous que le Comité économique et social européen veille à ce que les citoyens ordinaires du continent européen aient leur mot à dire dans la construction de l'Europe?

[Réservez votre visite en ligne](#) et découvrez pourquoi la **consultation**, le **dialogue** et le **consensus** se trouvent au cœur de notre mission: assurer la représentation de la société civile organisée (notamment les employeurs, les syndicats et des groupes tels que les associations professionnelles et le milieu associatif, les organisations d'agriculteurs, les organisations de jeunesse, les associations de femmes, les consommateurs, les défenseurs de l'environnement et bien d'autres encore...). (cl)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Chloé Lahousse (cl)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
David Gippini Fournier (dgf)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)

Magdalena Walczak Jarosz (mwj)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanas (mg)
Nicola Accardo (na)
Pablo Ribera Paya (prp)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

04/2021